

# CSU2030

Partenariat international de la santé

## DÉCLARATION

### Déclaration sur la viabilité et la transition vers une sortie du financement externe

**Les systèmes de santé de tous les pays sont susceptibles de subir d'importantes pressions mais certains problèmes sont particulièrement épineux pour les pays à revenu faible ou intermédiaire qui vont bientôt recevoir beaucoup moins de financement externe.**

Les solutions apportées à la transition vers une sortie du financement externe doivent être adaptées en fonction de la situation de chaque pays mais il faut toujours maintenir, voire accroître, la couverture effective des interventions et des services de santé prioritaires, y compris de ceux qui bénéficient d'un financement externe. Cela ne se limite pas à l'utilisation de fonds publics pour un programme financé auparavant par des donateurs. L'abandon progressif du financement externe permet aux pays de déterminer comment sont organisés la gouvernance, le financement et la prestation de services afin de garantir la pérennité et la couverture effective des interventions prioritaires. Le renforcement du système de santé est donc un élément essentiel de la réponse à la transition vers une sortie du financement externe si l'on veut progresser durablement sur la voie de la couverture santé universelle. En adoptant cette approche, on s'assure que les décideurs dans les pays et les partenaires du développement collaborent afin de trouver des solutions durables aux problèmes que pose la transition vers une sortie du financement externe.

La CSU2030 s'attache à démontrer que la viabilité est essentielle lors de la transition vers une sortie du financement externe et à promouvoir une compréhension commune des questions clés liées à cette transition et aux approches pour y faire face, en privilégiant la couverture, les résultats en matière de santé et l'impact.

La Déclaration de la CSU2030 sur la viabilité et la transition vers une sortie du financement externe reprend les principaux concepts et principes que les partenaires de la CSU2030 considèrent essentiels pour avancer dans ce domaine. Elle a été rédigée par un groupe de travail technique réunissant des représentants de pays, des experts des systèmes de santé et des maladies de la Banque mondiale et de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), ainsi que des représentants de partenaires bilatéraux, d'initiatives mondiales en faveur de la santé, d'autres organisations, d'établissements universitaires, de groupes de réflexion et de la société civile. Les pays ont manifesté un vif intérêt et 15 d'entre eux participent activement au groupe, qui comprend des représentants des ministères de la santé et des ministères des finances. Le lancement de la Déclaration, qui a été présentée au Comité directeur de la CSU2030 en juin 2018, intervient après une large consultation. La Déclaration servira de base pour mener des actions de plaidoyer, exercer une influence politique et guider la coordination et les processus relatifs à la sortie du financement externe

# Principes relatifs à la viabilité et à la transition vers une sortie du financement externe

**Les recommandations ci-dessous sont reprises, de manière résumée, de la Déclaration de la CSU2030 sur la viabilité et la transition vers une sortie du financement externe. Elles s'adressent aux gouvernements des pays qui font la transition et aux nombreux partenaires du développement qui travaillent dans ce contexte.**

- 1.** Les politiques relatives à la transition vers une sortie du financement externe doivent être élaborées dans le contexte de la couverture santé universelle, qui suppose de ne laisser personne de côté.
- 2.** Pour que les politiques de sortie du financement externe soient efficaces, il faut promouvoir l'adhésion au niveau national et la bonne gouvernance pour garantir l'application d'approches centrées sur la personne et la présence de mécanismes de responsabilité sociale.
- 3.** La viabilité doit être comprise comme la capacité du système de santé à préserver ou à accroître la couverture effective des interventions prioritaires et les résultats qui y sont associés, sur la voie de la CSU.
- 4.** Le processus de sortie du financement externe ne doit pas concerner certains programmes de santé seulement mais doit tenir compte de l'ensemble du système de santé et des autres secteurs qui ont une influence sur la santé.
- 5.** Pour réussir la transition vers une sortie du financement externe, il est essentiel de renforcer les institutions nationales.
- 6.** Il faut réclamer des ressources nationales suffisantes pour l'ensemble du secteur de la santé.
- 7.** La sortie du financement externe doit être une occasion pour les pays de mieux utiliser les ressources.
- 8.** Il faut instaurer une collaboration étroite entre le renforcement des systèmes de santé et les programmes de lutte contre chaque maladie afin de repérer les obstacles ainsi que les mesures à prendre pour progresser sur la voie de la CSU.
- 9.** Les organismes de développement doivent soutenir des plans nationaux bien coordonnés pour la transition vers une sortie du financement externe, en ayant toujours la CSU comme horizon.
- 10.** Les organismes de développement qui interviennent aux niveaux mondial et national doivent garantir une cohérence et créer des synergies afin d'apporter un appui uniforme aux pays.

## Viabilité et transition vers une sortie du financement externe

Les objectifs de développement durable définissent un programme ambitieux consistant à améliorer la santé et les moyens de subsistance tout en favorisant le bien-être partout dans le monde. Pour y parvenir, l'un des principaux buts de chaque pays est de progresser sur la voie de la couverture santé universelle (CSU) en élargissant l'accès aux interventions et services de santé nécessaires, sans que la population, en particulier les groupes vulnérables, soit confrontée à des difficultés financières. Les pays connaissent divers types de transition qui ont des conséquences importantes sur leur système de santé. Les maladies non transmissibles représentent désormais une part plus importante de la charge de morbidité, le financement collectif est privilégié au détriment des paiements directs et les changements politiques, dont la décentralisation, reconfigurent l'espace politique. L'augmentation du revenu national donne plus d'occasions de mobiliser des ressources internes mais limite aussi la possibilité de recevoir un financement externe. Les pays concernés et les partenaires du développement doivent déterminer comment préserver la santé de la population dans son ensemble et garantir l'accès équitable aux interventions et services de santé prioritaires malgré la baisse du financement externe. C'est sur cette transition vers une sortie du financement externe que porte la Déclaration.



© 2015 Radha Rajan, avec l'aimable autorisation de Photoshare

Les membres du groupe de travail de la CSU2030 sur la viabilité et la transition vers une sortie du financement externe ont indiqué que 58 pays (près de 40% des pays à revenu faible ou intermédiaire du monde) doivent actuellement faire face à un abandon du financement des membres du groupe de travail ou y seront confrontés ces cinq à dix prochaines années. Le financement externe est une source particulièrement importante de fonds pour les pays à faible revenu. Le processus de sortie progressive de l'assistance est concentré dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure où la part des ressources internes publiques dans les dépenses totales de santé doit augmenter.

### Choix d'indicateurs financiers pour 58 pays concernés par la transition vers une sortie du financement externe

		(a) Nombre de pays qui sont sortis du financement externe ou prévoient de le faire*	(b) Croissance moyenne** du PIB projetée pour 2017-2022	(c) Dépenses nationales des administrations publiques en santé (DNAPS) moyennes** en % des dépenses des administrations publiques (DAP) – 2015	(d) Dépenses en santé externes moyennes** (EXT) en % des dépenses courantes en santé (DCS) – 2015
Revenu	Faible	6	4.9%	4.0%	43.9%
	Intermédiaire de la tranche inférieure	33	4.3%	8.7%	9.9%
	Intermédiaire de la tranche supérieure	19	4.1%	10.5%	3.1%
Région	Asie orientale et Pacifique	10	4.9%	7.0%	11.0%
	Europe et Asie centrale	11	4.0%	9.0%	1.7%
	Amérique latine et Caraïbes	13	4.4%	12.7%	4.2%
	Moyen-Orient et Afrique du Nord	2	3.5%	7.4%	0.1%
	Asie méridionale	3	7.0%	6.8%	2.4%
	Afrique subsaharienne	19	3.8%	7.6%	23.8%
<b>TOTAL</b>		<b>58</b>	<b>4.3%</b>	<b>8.8%</b>	<b>11.4%</b>

Les pays d'Afrique subsaharienne, d'Asie orientale et du Pacifique dépendent fortement du financement externe. Un grand nombre des 58 pays qui font la transition vers une sortie du financement externe peuvent, dans une certaine mesure, privilégier davantage le secteur de la santé dans le budget public.

\* Projection à 5-10 ans – sortie du financement de Gavi Alliance et/ou du Fonds mondial, d'après les informations des membres du groupe de travail.

\*\* Moyenne non pondérée.

Sources:

- Cartographie de l'abandon progressif du financement externe, données rapportées par les membres du groupe de travail. Think Well Global, 2017
- Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2017, FMI
- et d) : Bases de données de l'OMS sur les dépenses en santé (<http://apps.who.int/nha/database>, consulté en mai 2018)

# DÉCLARATION

## sur la viabilité et la transition vers une sortie du financement externe

La Déclaration de la CSU2030 sur la viabilité et la transition vers une sortie du financement externe a pour but de créer parmi les pays et les partenaires du développement un consensus sur une série de principes communs afin d'orienter les mesures prises par les gouvernements nationaux, les organismes de développement et les autres acteurs de la santé, comme le secteur privé et la société civile, en réponse à la transition vers une sortie du financement externe. Les réponses doivent bien entendu être adaptées à la situation de chaque pays mais nous proposons les principes communs énoncés ci-dessous :

La transition vers une sortie du financement externe et la viabilité supposent avant tout une adhésion au niveau national.

### 1

Les politiques relatives à la transition vers une sortie du financement externe doivent être élaborées dans le contexte des efforts du pays en faveur de la CSU, qui supposent de ne laisser personne de côté.

### 2

La transition vers une sortie du financement externe et la viabilité supposent avant tout une adhésion au niveau national et donc l'existence de structures de gouvernance, de plans et de stratégies efficaces pour garantir l'application d'approches centrées sur la personne et la présence de mécanismes de responsabilité sociale. Cela requiert l'intervention de plusieurs acteurs qui apportent une légitimité, un soutien et des ressources au processus de sortie du financement externe, dont des agents de divers ministères et des prestataires de santé publics et privés, et la participation active de citoyens et d'organisations de la société civile.

### 3

Dans le contexte de la transition vers une sortie du financement externe, la viabilité doit être comprise comme la capacité des systèmes de santé à préserver ou à accroître la couverture effective des interventions prioritaires et les résultats qui y sont associés. La viabilité n'est donc étroitement liée ni à la viabilité financière ni à l'autosuffisance.

### 4

Pour que la couverture soit durablement améliorée, le processus de sortie du financement externe ne doit pas concerner certains programmes de santé seulement mais doit tenir compte de l'ensemble du système de santé et des autres secteurs qui ont une influence sur la santé. Cette analyse systémique permettra aux pays et aux partenaires mondiaux d'éviter les efforts fragmentés, redondants et inefficaces susceptibles de coûter cher à l'ensemble du système, tout en préservant et en étendant les progrès prioritaires en termes de santé. L'intégration de programmes (verticaux) spécifiques dans une approche systémique du financement et de la prestation devra parfois être progressive, les progrès correspondant à la capacité croissante du système à obtenir des résultats.

### 5

Pour réussir la transition vers une sortie du financement externe, il est essentiel de consolider les institutions nationales. Les partenariats coordonnés pour le renforcement des capacités nationales s'occuperont de domaines clés définis selon les besoins de chaque pays, en évitant de créer des systèmes parallèles inutiles. Les pays apprécient l'assistance technique et les possibilités d'apprentissage entre pays offertes par les donateurs pour améliorer, notamment, les responsabilités fonctionnelles, la production et l'analyse d'informations, la gestion des fonds publics, les systèmes d'achat et la conclusion de contrats avec les prestataires. Lors de la sortie progressive du financement externe, il faut veiller à ce que les compétences soient disponibles et appliquées pour remédier aux problèmes du système de santé et pour renforcer les capacités aux niveaux national et infranational, tout en reconnaissant le rôle important joué par les autorités décentralisées dans certains pays.

Pour réussir la transition vers une sortie du financement externe, il est essentiel de renforcer les institutions nationales.

## 6

Du point de vue du financement, les efforts conjoints des ministères de la santé et des partenaires du développement doivent tendre à réclamer des ressources nationales suffisantes pour l'ensemble du secteur de la santé, obtenues de manière équitable, plutôt qu'à répondre aux besoins financiers immédiats d'un programme en particulier. Le niveau de mobilisation des ressources dépendra, pour chaque pays, des capacités financières et des choix politiques quant au degré de priorité accordé à la santé dans le budget de l'État. L'élan en faveur de la CSU peut être l'occasion de donner davantage d'importance à la santé dans le champ politique et de renforcer le dialogue avec les ministères des finances. Les acteurs de la société civile doivent également faire comprendre et défendre l'importance des dépenses en santé et la nécessité de contrôler la répartition des dépenses en santé.

## 7

Les choix relatifs au financement ne portent pas seulement sur le niveau de financement disponible : l'utilisation des ressources est aussi une question capitale. La transition vers une sortie du financement externe permet aux pays d'utiliser les ressources – internes et externes – de manière plus efficace et plus transparente pour atteindre les buts escomptés en termes de performance du système de santé. Les dispositions relatives au financement doivent permettre de répondre le plus efficacement possible à l'évolution de la charge de morbidité – en faisant face à l'émergence du problème des MNT tout en continuant à progresser sur d'autres fronts. L'intégration des systèmes et des services peut offrir des possibilités à la fois d'agir plus efficacement et d'améliorer l'expérience des patients. En outre, lorsque l'usage efficace des ressources est démontré, les demandes de ressources supplémentaires ont plus de chances d'aboutir.

## 8

Du point de vue des systèmes de prestation de services, la promotion d'une collaboration plus étroite entre les décideurs et les spécialistes des domaines relatifs au renforcement des systèmes de santé, d'une part, et ceux travaillant pour des programmes de lutte contre les maladies, d'autre part, permettra aussi de repérer plus clairement et de hiérarchiser les obstacles fondamentaux qui limitent la couverture des interventions et des services prioritaires, et donc de lier plus directement les stratégies de renforcement des systèmes de santé aux progrès en matière de santé, en particulier pour les populations vulnérables.

## 9

Les partenaires du développement ont un rôle essentiel à jouer pour soutenir et renforcer des plans nationaux bien coordonnés en vue de la sortie progressive du financement externe. À cet égard, ils peuvent signaler à l'avance les points importants de cette démarche, permettre aux dirigeants nationaux de faire des évaluations et d'établir des plans en temps utile, fournir des projections de financement coordonnées et prévisibles et s'y tenir, harmoniser les outils d'évaluation et éviter les mesures politiques contradictoires ou qui font double emploi. Ils peuvent aider à repérer et soutenir les possibilités d'intégration, de rationalisation et de soutien systémique ciblé. Un dialogue et un soutien coordonnés (dans l'esprit de l'IHP+/la CSU2030) peuvent aider les pays à se préparer à la transition vers une sortie du financement externe en renforçant les politiques et les institutions internes afin de répondre aux priorités nationales.

## 10

Il faut également établir, au sein des organismes de développement, de meilleures synergies entre ceux qui interviennent au niveau mondial et ceux qui interviennent dans les pays afin que les buts soient systématiquement assortis d'objectifs et d'indicateurs vers lesquels les programmes nationaux doivent tendre.

## Obstacles

Exemples d'obstacles auxquels sont confrontés les pays qui vont sortir progressivement du financement externe pour accroître/ pérenniser la couverture des interventions et des services prioritaires pour lesquels des orientations opérationnelles supplémentaires s'imposent.

- Les politiques nationales et les mécanismes d'allocation des ressources n'accordent pas suffisamment la priorité à cette question pour garantir l'accès des populations vulnérables, marginalisées et/ou isolées aux interventions et aux services de santé prioritaires.
- L'engagement est insuffisant et il n'existe pas de mécanismes efficaces pour l'adoption de bonnes pratiques de responsabilité sociale.
- Il n'existe pas de cadres juridiques, contractuels et de gestion des finances publiques permettant aux pouvoirs publics de faire appel à des prestataires non étatiques pour offrir des services aux populations vulnérables.
- Il est impossible de bénéficier des mécanismes d'achats groupés, des prix négociés et des moyens d'achat permettant de garantir l'approvisionnement en médicaments essentiels.
- Il est difficile d'intégrer le personnel des programmes dans l'ensemble du système de santé.
- Il existe des systèmes parallèles d'information, d'achat et d'administration qui font perdre du temps et qui ne facilitent pas une gestion efficace.

La CSU2030 est une plateforme où interviennent plusieurs parties prenantes afin de promouvoir la collaboration dans les pays et au niveau mondial en faveur du renforcement des systèmes de santé. Nous plaidons pour un engagement politique accru en faveur de la couverture santé universelle (CSU) et nous facilitons la responsabilisation et le partage du savoir. La CSU2030 a notamment pour objectif d'encourager les partenaires et les initiatives connexes à coordonner leurs efforts en faveur du renforcement des systèmes de santé.

[www.UHC2030.org](http://www.UHC2030.org)

✉ [info@UHC2030.org](mailto:info@UHC2030.org)

🐦 [@UHC2030](https://twitter.com/UHC2030)

#UHC2030

